

Financement des programmes établis

vérificateur général ne trouverait rien à redire et qui sont capables de bien administrer notre aide au développement international, mais qui sont pourtant méconnus par la bureaucratie tentaculaire installée à Hull. Comment se fait-il que le gouvernement confie pas cette tâche à certaines de nos meilleures ressources administratives et à des personnes comptant parmi les plus compétentes dans ce domaine, pour ensuite réduire à un simple groupe de contrôle?

Quand on voit les dépenses consacrées à l'environnement, à la culture, à la recherche médicale et toutes les sommes que l'on gaspille ou consacre à d'autres domaines, on se demande comment il se fait que nous manquons de perspicacité au point de ne pas voir que l'organisme public pouvant fournir les ressources est laissé seul à lui-même? Pourquoi ne pas rationaliser nos dépenses d'une façon qui nous permette de nous adonner plus résolument à la recherche pure et à la recherche appliquée et de progresser tout au long de la décennie actuelle en sachant que nous aurons cette ressource nationale pour l'avenir? En ce qui concerne la recherche et le développement, qui pourraient nous procurer une avance décisive, nous sommes saisis d'un rapport après l'autre, dont certains émanant de ministres du gouvernement actuel, qui nous recommandent d'investir dans la recherche et le développement et dans les innovations. D'un côté le gouvernement investit de l'argent dans des centres d'innovation et de l'autre il prive de fonds les institutions qui les abritent. Bien des Canadiens se demandent s'il y a la moindre coordination entre les services de l'État. De même, d'un côté le ministère du Revenu harcèle les petites entreprises et de l'autre le ministre des Finances déclare qu'il faut mettre en œuvre des mesures visant à les encourager.

Devant un gouvernement en plein désarroi, les représentants des Canadiens à la Chambre se demandent comment ils pourraient voter en faveur d'un projet de loi qui dénote bien nettement une absence totale de politique nationale de renouveau et de rationalisation des ressources actuelles.

M. le vice-président: Questions, observations et réponses? Débat.

• (1610)

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Monsieur le Président, c'est sans enthousiasme que j'interviens dans le débat. Bien que le sujet puisse paraître abstrait à certains, il est loin de l'être pour mes concitoyens. Pour la seconde fois en sept ans, nous voyons un gouvernement provincial qui, non content de réduire les dépenses consacrées à l'enseignement postsecondaire dans ma circonscription fait disparaître purement et simplement une université. Nous avons en effet été prévenus il y a deux semaines à peine qu'à compter du 1^{er} mai le Centre universitaire David Thompson de la ville de Nelson cessera d'exister. C'est à se demander s'il faut attacher une signification particulière à la date, compte tenu de l'auteur de la décision. Cette décision a de quoi rendre amers ceux d'entre nous qui habitons cette localité, car nous voulions non seulement procurer un enseignement postsecondaire aux jeunes de la région mais leur éviter de s'exiler dans le sud de la province et le sud de l'île de Vancouver ou dans les grands centres urbains. Ainsi les jeunes avaient le choix de la formation qu'ils désirent sans avoir à aller la chercher à 500 milles de chez eux.

En 1977, un gouvernement de la même nuance politique que celui que nous subissons aujourd'hui a agi de même à l'égard

d'une université construite sur le même emplacement. L'université actuelle n'est pas grande et compte quelque 500 étudiants ainsi qu'une centaine de professeurs et d'employés. Quand on songe aux répercussions que cette décision du gouvernement ne manquera pas d'avoir non seulement sur les professeurs, les employés et les professeurs du Centre universitaire, mais aussi aux conséquences économiques qu'elle aura sur une ville d'un peu moins de 10,000 habitants, on s'aperçoit que c'est presque une condamnation à mort. C'est la deuxième fois que cela se produit en un peu moins de sept ans.

Vous comprendrez sans doute à mes propos que mes commettants et d'autres intéressés, tant dans ma région que du reste de la Colombie-Britannique m'ont inondé de courrier depuis que le gouvernement a annoncé sa décision. Pour bien faire comprendre au gouvernement les conséquences du refus du gouvernement de la Colombie-Britannique de remplir ses engagements, j'aimerais citer en partie un article que le *Trail Times* a publié le 6 janvier qui avait pour titre «Pas de surprise».

La décision du gouvernement de fermer en mai prochain le Centre universitaire David Thompson de Nelson, décision que le ministre de l'Éducation Jack Heinrich a annoncée à Victoria mercredi après-midi, n'a surpris à peu près personne.

Selon le bref communiqué remis à la presse, la province serait mal venue d'investir dans le domaine de l'éducation, compte tenu des temps difficiles actuels et, si pénible que cela lui soit, elle doit se résoudre à fermer le Centre universitaire David Thompson.

Si personne à Nelson n'est surpris de cette décision renversante du gouvernement, c'est pour plusieurs raisons. Cette décision, tant par sa teneur que par son caractère, est tout à fait conforme à la mentalité créditiste. Faut-il réduire les dépenses, celle-ci prétend notamment que le gouvernement doit appliquer des mesures d'austérité et qu'il doit sacrifier l'instruction, insensible qu'il est aux besoins fondamentaux des citoyens et aux chambardements qu'il apporte dans leur vie.

Comme la plupart de ses collègues et des étudiants, c'est en écoutant le poste radiophonique CKKC de Nelson que Richard Pearce, directeur du campus du Centre universitaire, a appris que le gouvernement entendait fermer le Centre universitaire à compter du 1^{er} mai. De Victoria, Leo Pera, directeur du collège Selkirk, avait bien tenté de téléphoner à Pearce...

Ils administrent ensemble le Centre universitaire.

... pour lui apprendre la nouvelle ...

Richard Pearce est le directeur du campus du Centre universitaire.

... mais il n'était pas parvenu à le rejoindre.

Si Pearce et d'autres sont pris de court, c'est que Heinrich et Pat McGeer, ministre chargée des universités, avaient à peine trois mois plus tôt assuré aux administrateurs du Centre universitaire que le gouvernement continuerait de participer au financement de l'école. Tout à coup, un bulletin radiophonique de fin d'après-midi leur a fait comprendre que ces assurances ne valaient rien.

Les répercussions de ces coupures au niveau de l'enseignement postsecondaire sont non seulement extrêmement graves, mais elles équivalent, vu l'effet de surprise et toute proportion gardée, à l'attaque de Pearl Harbour par les Japonais. Cela se produit alors que deux ministres du gouvernement en question ont il y a à peine quelques mois—que dis-je?—alors que le premier ministre de cette province a pris lui-même des engagements il y a sept ans envers les habitants de cette ville au moment de jeter par terre leur université pour en construire une autre. A cette époque, la collectivité universitaire et celle des régions environnantes ont vécu les bouleversements que peuvent provoquer la disparition d'un grand nombre d'emplois, et la reconstruction de fond en comble d'une institution et d'une société. Entre 1972 et 1975, il y avait là 800 étudiants. Tombé à zéro, le nombre des étudiants du nouveau Centre